

Hommage à Jacques Diouf

(Académie d'agriculture de France, séance du 9 octobre 2019)

par Jean-Paul **Lanly**

Membre émérite de l'Académie

Monsieur le Président,
Madame la Vice-présidente,
Monsieur le Secrétaire perpétuel,
Chères consœurs, chers confrères,
Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Notre confrère Jacques Diouf est décédé à Paris le 17 août dernier à l'âge de 81 ans des suites d'une longue maladie. Il avait été élu membre associé de notre Compagnie en décembre 1999, et était rattaché à la Section 10 « Economie et politique ».

Il était né en 1938 à Saint-Louis-du-Sénégal (Ndar en langue wolof), l'une des quatre communes, ou « quatre vieilles », dont les habitants ont alors la citoyenneté française, les autres habitants du territoire qui fait partie de l'Afrique Occidentale Française, l'AOF, étant des « indigènes ». Il obtient son baccalauréat en 1956 au lycée Faidherbe à Saint-Louis (nom du colonel, puis général Gouverneur des quatre communes puis du Sénégal au milieu du 19^{ème} siècle). Après des classes préparatoires en France, il rentre en 1959 à l'École nationale supérieure d'agronomie de Grignon, et complète sa formation au Centre national d'études agronomiques tropicales à Nogent-sur-Marne (qui déménagera ensuite à Montpellier pour s'appeler d'abord le CNEARC, Centre national d'études agronomiques des régions chaudes, puis l'Institut des régions chaudes). Il obtiendra aussi le titre de docteur ès-sciences sociales en économie rurale de la Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

Jacques Diouf débute sa carrière en 1963 au Sénégal - devenu indépendant en 1960 alors qu'il terminait sa première année d'études à Grignon – en tant qu'un des dirigeants du jeune Office national de Commercialisation Agricole qui a le monopole de la commercialisation des produits agricoles, de l'exportation des arachides et de l'approvisionnement du pays en céréales importées. Sa compétence dans le secteur arachidier lui vaut d'être nommé en 1965, donc très jeune, à 27 ans, Secrétaire exécutif du Conseil africain de l'arachide, avec résidence à Lagos, alors capitale du Nigéria, poste qu'il occupera jusqu'en 1971, et première des responsabilités éminentes qui vont jalonner sa formidable carrière internationale.

Il va devenir ensuite, le premier Secrétaire exécutif de l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest, l'ADRAO, basée à Monrovia, capitale du Libéria, organisme régional de recherche qui vient d'être créé par le Groupe Consultatif sur la Recherche Agronomique Internationale (GCRAI), et qui regroupe alors 11 pays africains. Il va diriger l'ADRAO pendant six ans. Cet institut résistera bien par la suite aux troubles durables au Libéria, aux nombreuses restructurations du GCRAI et à la réduction de voilure de celui-ci. L'institut s'appelle aujourd'hui le Centre du riz pour l'Afrique, 24 pays africains en sont membres et son siège est à Cotonou, capitale du Bénin.

En 1978, de retour au pays, il est nommé Secrétaire d'État à la recherche scientifique dans le gouvernement du Premier ministre Abdou Diouf et sous la présidence de Léopold Sédar Senghor, poste qu'il conserve au-delà de 1981, date du retrait de la politique du père de l'Indépendance. En 1983 et 1984, il est membre de l'Assemblée Nationale, et y préside la Commission des affaires étrangères.

Sans doute parce que la politique nationale ne lui suffit pas, et qu'il veut s'impliquer plus au niveau régional, il accepte en 1984 le poste de conseiller du président du Centre canadien de recherches pour le développement international (CRDI) à Ottawa, et la direction de son Bureau régional de Dakar. Le CRDI est une société d'Etat créée en 1970, dont le conseil des gouverneurs est constitué à moitié de personnalités étrangères, qui finance des travaux de recherche dans les pays en développement dans les secteurs de l'agriculture, de l'alimentation, de la santé et de l'énergie. Les années 80 voient les activités du CRDI s'accroître très significativement.

Restant au service de l'Afrique de l'Ouest, Jacques Diouf, est ensuite nommé fin 1985 Secrétaire général à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), dont le siège a été déplacé en 1978 de Paris à Dakar. Il assumera ces responsabilités jusqu'à la fin de 1990, avec comme Gouverneur les deux dernières années Alassane Ouattara, aujourd'hui président de la République de Côte d'Ivoire.

Au printemps 1991, il est nommé Ambassadeur de son pays auprès des Nations Unies à New York, poste qu'il occupera jusqu'à la fin 1993. C'est la période charnière de la préparation, de la tenue et de la signature des conventions de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement, la CNUED, plus connue sous l'appellation de « Sommet de Rio ». Il aura un accès privilégié auprès du Secrétaire général de la Conférence, le Canadien Maurice Strong qui a été Président de l'Agence Canadienne pour le Développement International, puis Président du Conseil des gouverneurs du CRDI. C'est à partir de ce poste, au cœur même du système des Nations Unies, que Jacques Diouf préparera sa campagne pour le poste de Directeur général de la FAO.

Au siège de la FAO à Rome, et dans un certain nombre de capitales importantes, on ne l'avait pas trop vu venir. Il a, tout au plus, le statut d'*outsider*. A la Conférence de la FAO de novembre 1993, il sera élu au cinquième tour éliminant les sept autres candidats, dont un candidat interne, chilien, le préféré d'Edouard Saouma, le Directeur général sortant,

Je ne résiste pas, sur cet évènement, à vous lire le sizain en alexandrins d'un de nos confrères sénégalais, forestier et poète, El Hadji Sene, qu'il a inclus dans son hommage écrit pour les obsèques de Jacques Diouf à Saint-Louis :

*Dame FAO choisit, et ce fut l'Africain.
Ni l'Indien convaincant, ni les charmes du Chilien,
Ni l'Europe multiple sur le sol Italien,
Ni l'appel mystérieux du Bangladesh lointain,
Nul ne put la dévier de son beau choix frugal,
Elle laissa ces beaux partis pour l'humble Sénégal.*

J'ai cité Edouard Saouma. Il fut, comme Jacques Diouf, Directeur Général de la FAO pendant 18 ans, un mandat de six ans renouvelé deux fois, de 1976 à 1993, Jacques Diouf lui succédant de 1994 à 2011. Leur formation générale et agronomique fut française et semblable à dix ans d'intervalle, Edouard Saouma sortant de l'Ecole d'agronomie de Montpellier en 1952, Jacques Diouf de Grignon en 1962 ; ils eurent tous deux, avant leur nomination à la tête de la FAO, une longue expérience internationale, plus variée dans le cas de Jacques Diouf. Enfin, tous deux avaient une très haute conscience de l'importance et de la signification de leurs responsabilités au niveau mondial, et particulièrement en matière de

lutte contre la faim dans les pays du Sud. Avec une tendance à l'autoritarisme chez Edouard Saouma, et au centralisme chez tous les deux.

A propos de centralisme, j'ai déjà eu l'occasion d'évoquer dans un article pour l'Académie le malentendu qui prévalut au sein de la FAO dans les deux premières années du magistère de Jacques Diouf, malentendu généré par l'utilisation du terme anglais pas assez précis de « décentralisation » pour désigner ce qu'il considérait comme une nécessité pour la FAO, à savoir, non pas une véritable décentralisation, mais seulement une déconcentration au niveau des Représentations de l'Organisation dans les pays et de ses Bureaux régionaux et sous-régionaux. En fait, Jacques Diouf était, comme son prédécesseur, un centralisateur.

Cependant, les similitudes - il y en a sans doute d'autres que celles que je viens d'indiquer - furent moindres que les différences entre ces deux personnalités. Edouard Saouma était plus un homme d'action de terrain qu'un homme de conception, l'inverse étant vrai pour Jacques Diouf. Edouard Saouma était très conservateur, Jacques Diouf était ouvert aux évolutions du monde. Deux exemples à ce sujet : l'attention portée par ce dernier aux questions environnementales et de développement durable auxquelles Edouard Saouma n'était guère sensible ; et, deuxième exemple, les progrès notables en matière d'informatisation et de communication que Jacques Diouf impulsa dans la FAO dès le départ. Enfin, Edouard Saouma n'hésitait pas à aller jusqu'à la rupture avec ses opposants – la FAO souffrit ainsi durement à la fin des années 80 de l'opposition frontale avec les Etats-Unis, le plus gros contributeur de l'Organisation, et avec certains de leurs affidés, voulant apparemment le punir d'avoir réussi sa deuxième réélection contre leur propre candidat. Jacques Diouf, lui, était bien plus diplomate.

C'est aussi, cette fois à l'approche, et non pas à la suite, d'une deuxième réélection possible pour Jacques Diouf qui se profilait à l'horizon de novembre 2005, que les difficultés vont surgir : en effet, le Conseil de la FAO décide un an auparavant de procéder à une évaluation externe indépendante de l'Organisation visant, suivant les termes de la résolution, « à renforcer et à améliorer la FAO, en tenant compte de l'efficacité avec laquelle l'Organisation s'acquitte de son mandat ». Les griefs sont les mêmes que ceux agités depuis des décennies et qui touchent, à divers degrés, toutes les institutions intergouvernementales créées au lendemain de la seconde guerre mondiale, notamment celles du système des Nations-Unies : bureaucratie lourde et coûteuse, systèmes administratifs dépassés et rigides, ...

Jacques Diouf, ses prédécesseurs et ses successeurs, n'y peuvent pas grand-chose, car les Directeurs Généraux sont en quelque sorte prisonniers des organes directeurs nombreux – Conférence, Conseil, Comités des programmes et des finances, Comités sectoriels, Ce sont ces organes mêmes qui sont à l'origine de cette lourdeur du système : constitués de représentants des gouvernements qui ne peuvent s'entendre sur de nombreuses questions de fond, mais qui se retrouvent pour renforcer les contrôles, exiger toujours plus de rapports sur l'utilisation des fonds - qui vont d'ailleurs en s'amenuisant -, demander audits et autres évaluations qui mangent une bonne partie du temps des personnels du Secrétariat soustraite de celle qu'ils devraient passer aux travaux de substance. Les Etats membres demandent en permanence au Secrétariat de coordonner ses activités avec ceux des autres institutions internationales travaillant dans les mêmes secteurs. Cependant, les plus riches d'entre eux ne se privent pas de créer ou de laisser créer des institutions concurrentes de la FAO, mais qui soient plus à leur botte. Vu de l'intérieur, par les personnels du Secrétariat, c'est-à-dire de l'Organisation au sens strict sans la ceinture d'organes directeurs qui l'enserme, ces reproches sont ressentis comme particulièrement injustes. Ceux d'entre nous qui ont signé et géré des conventions avec la Commission Européenne peuvent témoigner des complexités et lourdeurs d'une gestion publique multinationale.

Jacques Diouf fit beaucoup pour la FAO dans ces conditions difficiles. Il rendit tout au long de ses 18 années de magistère de très nombreuses visites aux Etats membres, notamment

à l'occasion des grandes manifestations que ceux-ci organisaient, leur montrant par sa présence et sa disponibilité que la FAO était à leur service. Ceux qui l'accompagnaient dans ses missions étaient soumis à un rythme époustouflant de travail. Mais aucun n'en revenait déçu, éprouvant surtout étonnement et admiration pour un homme aussi travailleur, chaleureux et plein de vitalité.

On lui fit valoir que ses voyages l'éloignaient trop souvent et trop longtemps du siège romain de l'Organisation, et qu'il ne pouvait pas ainsi veiller comme il le faudrait à la bonne gestion de la grande maison. Mais, il avait pour ce faire d'excellents assistants, parmi lesquels notre compatriote Henri Carsalade qui le servit fidèlement pendant au moins six ans comme Chef de Département, et notre confrère allemand De Haen, lui aussi Chef de Département, tous deux ayant un sens élevé du service public international. On lui reprocha aussi d'avoir favorisé ce qu'il appelait les activités normatives de la FAO – statistiques, enquêtes, synthèses régulières sur les différents secteurs de l'agriculture, des forêts, des pêches, autres études en tout genre, guides, manuels, ainsi que le programme ambitieux et multiforme sur la sécurité alimentaire mondiale, ... - au détriment des opérations de terrain, décalage il est vrai accentué par l'abandon aux responsables FAO dans les pays et les régions de l'initiative des négociations avec les bailleurs de fonds. On lui reprocha, enfin, un comble, de vouloir secouer le « mammouth » par son activisme et les engagements trop nombreux qu'il prenait au nom de l'Organisation.

Notre Compagnie eût à deux reprises au moins l'occasion de travailler directement avec lui. En novembre 2010, à un an de la fin de son dernier mandat avec la FAO, à l'occasion de la première grande séance organisée par André Neveu de notre 250ème anniversaire, sous le titre « Système alimentaire mondial : quels enjeux pour le 21^{ème} siècle ? », il prononça un discours remarqué sur le thème « Comment nourrir le monde en 2050 ? ». Puis, en 2015, il s'adressa à nous pour esquisser l'ébauche d'une initiative pour la sécurité mondiale, prenant la forme d'une vidéoconférence mondiale, ébauche que formulera au nom de l'Académie Jean-Marc Boussard, mais projet qui ne se concrétisera malheureusement pas faute de partenaires financiers.

Avec la disparition de Jacques Diouf, la sécurité alimentaire mondiale et la lutte contre la faim perdent l'un de leurs plus fervents promoteurs. Notre Compagnie, elle, vient de perdre un illustre confrère.